

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

RÉVOLUTION OU MONARCHIE

A l'heure où paraîtront ces lignes, on connaît peut-être le résultat des élections parisiennes. On l'ignore encore à l'heure où nous écrivons.

Mais l'on sait le résultat des élections départementales. Et ce résultat — imprévu, quoique facile à prévoir : 190 monarchistes élus contre 131 républicains — suffit à écraser la classe qui détient et exploite la République depuis quinze ans.

C'est une troisième édition du *comment meurent* dans la plus logicienne des Frances les *Républiques bourgeoises*, conservatrices de l'ordre bourgeois ou capitaliste.

N'ayant rien voulu faire pour le prolétariat qui avait mis non plus des mois, mais des années de misère à leur service, les républicains de la classe possédante se voient « lâchés » par la masse fatiguée de faire crédit et décidée à arrêter les frais.

N'ayant rien pu faire pour la classe moyenne, paysans-propriétaires, petits industriels et petits commerçants, qu'atteint tous les jours dans leurs moyens de travail et de vie la concurrence expropriatrice des grands capitaux, ils voient se retourner contre eux ces naufrageants par centaines de mille qui ont littéralement perdu la tête.

Ayant respecté les droits acquis des hauts-voleurs de la finance, des mines, de la grande propriété, des chemins de fer, etc., ils voient l'influence irrésistible de ces milliardaires passer dans le camp adverse, et fausser la balance du scrutin en entraînant sous leur poids le plateau monarchique.

Dans une société basée sur l'antagonisme des intérêts ou des classes, cet aboutissant — renouvelé de 1849-51 — était fatal.

On ne peut pas servir deux maîtres : les *mangeurs* et les *mangés*. Il faut opter.

Ou se mettre franchement, exclusivement, à fond, du côté des exploités, des corvéables ou des serfs modernes ; et pour cela, faire rendre gorge aux exploités, balayer la nouvelle féodalité, transformer la propriété de quelques-uns en propriété de tous. Et c'est la République sociale, la Révolution, le collectivisme ou le communisme.

Ou si l'on n'ose pas toucher aux privilèges et aux privilégiés, on finit nécessairement par avoir, par coaliser contre soi, les victimes de ces privilèges maintenus, et les privilégiés eux-mêmes, enhardis par une impunité sur la durée de laquelle il leur est impossible de ne pas avoir des doutes.

Nous aurions certes préféré qu'il en fût, qu'il pût en être autrement, et que la forme républicaine, acceptée par les classes aux prises, salariés et salariants, restât le terrain incontesté de la lutte. Mais l'expérience du 4 octobre 1885, venant après l'expérience de 1849, en a décidé autrement. Et force nous est de nous incliner devant la situation telle qu'elle nous est imposée, et d'agir en conséquence.

La bourgeoisie française est incapable de conserver, de faire vivre, même une République nominale. La forme monarchique est là qu'on pouvait, qu'on devait croire enterrée dans la boue et dans le sang de Sedan, à laquelle elle nous ramène en droite ligne, si le socialisme révolutionnaire n'intervient pas.

Nous interviendrons. Du moment qu'il n'y a pas place chez nous pour un interrègne, pour une période de transition, et que la question se pose dans ses termes extrêmes : d'une part le patronat dans l'atelier entraînant la royauté dans l'Etat, et de l'autre la République dans l'Etat conditionnée à la possession collective ou sociale, par les travailleurs, de leurs instruments de travail, il nous faut, il faut à tous ceux qui n'entendent pas se plier à un nouveau Deux-Décembre, brûler leurs vaisseaux et venir à la Révolution sociale.

Il n'y a plus qu'elle en dehors d'un Philippe VII ou d'un Victor 1^{er}, dont les républicains bourgeois ne sont que les fourriers. lui bassinant son lit avec les cadavres encore chauds de prolétaires tués par les balles chinoises, le choléra ou la faim.

Debout autour du drapeau rouge, du seul drapeau qui ne déteigne pas en drapeau blanc, tout ce qui ne veut à aucun prix de la Monarchie! Debout, avec la résolution d'aller jusqu'au bout!

Le moment approche où la République doit devenir la Révolution ou elle ne sera plus.

Les économistes incapables de rien trouver par eux-mêmes, rabâchent avec le sérieux du mulet portant des reliques les démonstrations faites par les socialistes depuis des années.

Sous l'empire on crut avoir trouvé la panacée sociale, c'était la participation aux bénéfices. M. Leclerc devint un homme célèbre que l'on décora et que l'on donna en modèle à tous les patrons de l'univers. Les socialistes démontrèrent de toutes les façons que la participation comme la coopération était un trompe-l'œil, qu'elle ne pouvait être applicable que dans des cas exceptionnels, et que dans la grande industrie mécanique le capitaliste n'avait nul intérêt à faire participer les ouvriers à ses bénéfices, parce qu'il extrayait d'eux la somme entière de travail qu'il était possible d'extraire. On traita les socialistes de gens malcontents, trouvant à redire à tout. Aujourd'hui, M. Maurice Block, une des lumières de l'économie française importée d'Allemagne, répète devant l'Académie des sciences morales et politiques les démonstrations des socialistes. Les académiciens qui les croient nouvelles, applaudissent et admirent le génie transcendant de M. Block. Le premier et le meilleur argument qu'il cite contre la participation aux bénéfices, si recommandée par de si nombreuses publications, est qu'elle fait des progrès d'une lenteur étonnante. C'est là la meilleure preuve de sa futilité.

Les économistes eux-mêmes sont donc obligés de reconnaître que toutes les réformes préconisées par la bourgeoisie pour améliorer le sort de la classe ouvrière, sont inapplicables ou inefficaces; il ne reste donc que la révolution sociale.

Quand on lit les rapports de l'Académie des sciences morales et politiques, on se prend à douter si ce sont des hommes de l'an 1885 qui discutent, tellement les questions qui occupent la doctissime assemblée sont vieilles et vieillies.

Ainsi, dernièrement, un philosophe aussi beau diseur que superficiel, M. Fouillée, avançait timidement que le droit de propriété n'était pas absolu, parce que la nature fournit la matière que nous ne faisons que transformer, et que même l'humanité tout entière avait à réclamer sa part de la propriété existante, par conséquent la propriété était à la fois individuelle et sociale.

Les économistes de profession, MM. Courcelle-Seneuil et F. Passy, de protester contre cette théorie si simple et si claire que depuis des siècles elle appartient au bagage intellectuel de l'humanité. Non, disaient-ils, la propriété est essentiellement individuelle; car « le travail de conservation du capital est l'équivalent du travail musculaire nécessaire par la production; de plus, le facteur le plus important de la production est l'entrepreneur. » Ces deux profonds académiciens sont trop myopes pour voir que ceux qui possèdent aujourd'hui ne sont que des oisifs qui ne font que gaspiller et ne jouent plus aucun rôle dans la production; ils n'ont donc, même en se plaçant au point de vue du droit bourgeois, aucun droit à la propriété qu'ils possèdent.

POURQUOI LES DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES NE SONT-ELLES PAS APPLIQUÉES ?

Nous extrayons de notre vaillant confrère, la *Butte-aux-Cailles*, l'article suivant qui démontre par des faits que, dans la société bourgeoise, aucune réforme, même industrielle, n'est accomplie que si elle profite directement à la petite clique capitaliste qui monopolise la direction économique et politique de la société.

Souvent on a besoin de transmettre à une certaine distance une force produite en un point donné. On procède, dans ce cas, de différentes manières pour amener cette force au point de consommation.

L'air comprimé est un moyen, les canalisations du gaz d'éclairage et de la vapeur en sont un autre; les arbres de transmission et les distributions d'eau servent aussi à résoudre en partie ce problème pour la grande industrie; mais aucun de ces moyens ne peut résoudre le problème du transport de la force à distance aussi facilement et d'une façon aussi générale que l'électricité qui peut produire, suivant les besoins, de la chaleur, de la force motrice ou des actions chimiques,

On utilise, pour la transmission de la force à distance, le principe de la réversibilité des machines magnéto et dynamo électriques.

Mais, pour que l'électricité puisse rendre de réels services comme moyen de transport de la force, il faut que la production de cette force ne coûte rien ou presque rien que l'usure des machines. Cette question est facile à résoudre pratiquement, mais difficile comme application parce qu'elle choque beaucoup d'intérêts sociaux.

Supposons, par exemple, qu'on veuille utiliser le cours de la Seine, force inutilisée actuellement, et cependant largement suffisante pour produire la lumière dans tout Paris. La compagnie du gaz jetterait les hauts cris, parlerait de spoliation, de contrat rompu. On aurait beau lui prouver que le gaz ne lui coûte rien; que les sous-produits payent la fabrication, elle n'entendrait pas raison. *On recommencerait le grand procès.*

Les juges, les députés, les conseillers municipaux et les gros employés d'administration étant, pour la plupart, actionnaires de ladite compagnie, il n'y aurait rien de fait. Il n'y aurait, comme d'habitude, que du papier noir-ci en pure perte.

Il n'y a que la propriété commune qui puisse donner de bons résultats.

Prenons un autre exemple plus général. La plus grande partie des petites villes, des bourgs, des hameaux de France, sont encore, malgré les progrès de la science, forcés de se servir de la lampe à huile ou de la lampe à pétrole. Là, les capitalistes ne peuvent pas monter d'usine à gaz.

Si, au lieu de faire des communes de France des mandataires de l'Etat, comme ne manquerait pas de le faire le système autonomiste, nous avions une propriété unique appartenant à tous les Français, où nul ne pût vivre aux dépens des autres en ne produisant rien, nous verrions immédiatement surgir sur toutes les chutes, sur tous les cours d'eaux, des roues hydrauliques actionnant des machines électriques chargées de transporter la lumière à des distances diverses et d'éclairer la France comme un immense flambeau.

Heureusement, le peuple commence à comprendre qu'il a le droit de prendre place au banquet de l'humanité et qu'il n'atteindra jamais ce but avec de simples discours mais avec la force.

N. GERDY

POLITIQUE DE RÉSULTATS

Le résultat des élections du 4 octobre est commenté de diverses façons par les fractions du parti républicain qui se disputaient les suffrages des électeurs.

Les opportunistes sont mécontents, ils accusent les radicaux d'avoir facilité le succès des conservateurs.

Les radicaux, eux, daubent sur les opportunistes et les socialistes!

S'ils regardaient en arrière, opportunistes et radicaux trouveraient certainement la cause de leur insuccès.

En effet, qu'ont fait les Jules Ferry et les Clémenceau? rien pour les travailleurs; ils verraient, dis-je, que la situation est allée en s'aggravant de jour en jour: expéditions de Tunisie, de Madagascar et du Tonkin; opportunistes faisant la guerre et radicaux votant les crédits sous prétexte de soutenir nos soldats.

Quoi de plus ignoble que cette campagne tonkinoise : des millions engloutis, des milliers de prolétaires morts, tués sur le champ de bataille ou par les fièvres. Une politique pareille devait avoir nécessairement un résultat, c'est celui de dégoûter les électeurs d'un tel régime.

D'autre part, les crises, les chômages, sont devenus de plus en plus fréquents; qui, des députés sortant, a cherché à atténuer le mal, est-ce Clémenceau? — Qu'a répondu Ferry aux délégués des sans-travail et des ventre-cieux envoyés auprès des pouvoirs publics?

Poureux on ne pouvait rien faire. Et cependant n'avait-on pas trouvé de l'argent pour la compagnie des Charentes?

Quant à nous, socialistes révolutionnaires, nous nous faisons aucune illusion sur le résultat du scrutin du 4 octobre. N'avions-nous pas sous les yeux l'exemple des élections belges de 1883 où les députés libéraux n'avaient pas été réélus, parce que, au pouvoir, ils n'avaient fait que restreindre les libertés du peuple.

Anous donc de serrer nos rangs, à nous socialistes de veiller à ce qu'un de ces jours nous ne nous réveillons pas comme au 2 décembre; loin de vouloir la destruction de la République nous voulons l'établir sur des bases solides, en faire la République vraie, la République sociale.

A tous les prolétaires sans distinction d'écoles nous jetons ce cri de ralliement : « Sentinelles prenez garde à vous ».

E. H.

LES LUTTES DE CLASSES EN FLANDRE

de 1336-1348 et de 1379-1385

I

La lutte des classes entre prolétaires et bourgeois qui, dans notre siècle, éclata en guerres civiles en 1831, 1848, 1871, prend ses origines dans le moyen âge.

Dès que dans les villes florissantes des Pays-Bas, de la France, de l'Italie et d'ailleurs, l'industrie et le commerce se développèrent, les corporations des métiers qui, primitivement, étaient des associations de protection mutuelle où tout compagnon, après un stage déterminé, parvenait à la maîtrise, se fermèrent. Le nombre des maîtres se limita; pour obtenir la maîtrise il fallait satisfaire à certaines conditions spéciales, difficiles à remplir, verser une forte somme d'argent ou avoir l'autorisation royale. Le compagnonnage se développa alors, en opposition de la ligue des maîtres de métiers. L'association des maîtres était locale, tandis que le compagnonnage avait un caractère national et même international.

En dehors des ouvriers organisés existait une masse d'individus sans biens et sans droits, plus ou moins considérable suivant les temps : c'étaient des serfs fuyant la persécution seigneuriale, des bannis des villes, des personnes dépossédées par les compagnies franches. Cette masse flottante de population était attirée dans les villes industrielles lorsque les bras manquaient, et était rejetée dès que le travail étant moins abondant leurs services n'étaient plus réclamés : ils devenaient alors des vagabonds que l'on fouettait, marquait au fer rouge et pendait sans pitié.

A côté et au-dessus des maîtres qui constituaient l'aristocratie corporative, existait dans les villes du moyen âge une aristocratie municipale dont les membres étaient les descendants des premiers habitants de la ville. Ils se partageaient entre eux les revenus des biens communaux et se réservaient le gouvernement municipal. Cette aristocratie bourgeoise fut d'abord en opposition directe avec les maîtres des corporations; mais elle se ligua avec eux pour résister aux ouvriers organisés par le compagnonnage, et aux ouvriers non organisés faisant souvent cause commune avec les compagnons.

Ces éléments divers et opposés formaient la population des villes du moyen âge parvenues à un certain degré de développement industriel; des luttes intestines qui parfois devenaient sanglantes entre ces divers éléments, déchiraient la population des villes. Les deux partis en présence étaient ce que les Italiens appelaient, si énergiquement et si pittoresquement, le *popolo grosso* et le *popolo minuto* (le gros peuple et le petit peuple ou le menu peuple). Le roi et les seigneurs féodaux se servaient de ces luttes, qu'ils fomentaient, pour asseoir leur domination sur les villes.

Les historiens bourgeois, qui ignorent les luttes de classes en dehors de celles de la bourgeoisie et de la noblesse, ont dénaturé l'histoire du moyen âge qu'ils se plaisent à peindre sous des couleurs si sombres et si fausses.

Afin de donner à nos lecteurs un aperçu des luttes de classes des villes du moyen âge, nous allons brièvement décrire celles de la ville de Gand et des Flandres.

II

Les luttes civiles qui, à deux reprises, ensanglantèrent les Flandres pendant le quatorzième siècle, furent déterminées par une de ces causes pour lesquelles les aristocraties corporatives étaient surtout prêtes à lever l'étendard de la révolte, par une cause mercantile. Ces luttes de classes, d'abord limitées entre les aristocraties municipales et féodales, se compliquèrent bientôt des rivalités des villes autonomes de la Flandre d'un côté et, de l'autre, des luttes de classes entre les maîtres des métiers et les ouvriers des villes et des campagnes.

En 1336, le comte de Flandre, Louis de Môle, pour des raisons que nous n'avons pas à rechercher ici, fit arrêter les marchands anglais qui se trouvaient en Flandre. En guise de représailles, le roi d'Angleterre Edouard emprisonna les marchands flamands trafiquant dans son royaume et rendit responsables de la mesure du comte Louis les bourgmestres de Gand, de Bruges et d'Ypres, les trois principales villes de la Flandre *flamingante*.

La prospérité des trois villes reposait principalement sur le tissage du drap. Elles tiraient une grande partie de leur laine de l'Angleterre. Edouard interdisait l'exportation des laines anglaises et l'importa-

tion des draps flamands. Le comte Louis de Môle était donc la cause des représailles du roi d'Angleterre, et ces représailles frappaient au cœur les aristocraties corporatives des trois grandes villes flamandes. Mais le comte Louis avait commis un crime plus grave encore : afin de contrebalancer l'influence de ces trois grandes villes, il avait essayé de briser leur monopole; elles interdisaient aux campagnes et aux petites villes le tissage de la laine.

Gand, à cette époque, était une ville considérable; sa population et celle de sa banlieue s'élevait à près de 400.000 habitants. Son aristocratie municipale fut la première à se révolter; Bruges et Ypres suivirent. Le mouvement, à Gand, était dirigé par un homme de grand courage et de grande intelligence politique, par Jack Van Artevelde, tisserand, brasseur et doyen des métiers; il était un des plus riches aristocrates municipaux. Sous l'énergique et habile direction d'Artevelde, les bourgeois triomphèrent facilement; les hommes d'armes du Comte et les nobles battus à Bruges par les Gantois, durent abandonner les villes. Artevelde ouvrit des négociations avec l'Angleterre, car, disait-il : « toute la Flandre est fondée sur la draperie, et sans laine on ne peut draper. » La victoire des bourgeois avait été rapide et aisée, et si la guerre civile n'avait pas éclaté entre les campagnes et les grandes villes et entre les bourgeois et les ouvriers, il est probable que le comte Louis n'aurait jamais pu redevenir maître des villes flamandes.

Mais, après neuf années d'oppression, en 1345, les petites villes et les campagnes se révoltèrent contre les trois grandes villes qui monopolisaient l'industrie. Artevelde comprima violemment les campagnes, c'est ainsi qu'Etienne Marcel, le héros bourgeois, voulait livrer Paris à Charles le Mauvais, son allié, qui massacra impitoyablement les paysans révoltés et couronna d'un trépied de fer rouge le chef des Jacques, Guillaume Callet.

Les foulons qui étaient la dernière classe d'artisans employés à la fabrique du drap, se soulevèrent à leur tour contre les maîtres tisserands qui voulaient diminuer leur salaire. Il se livra un furieux combat sur le marché du Vendredi, le grand marché de Gand. Les foulons furent écrasés. Oudegherrt raconte que les tisserands en tuèrent plus de 1.500, une multitude d'autres furent chassés de la ville. Artevelde avait dirigé le combat et autorisé la tuerie des ouvriers. Il essaya cependant d'arrêter la fureur exterminatrice des bourgeois; mal lui en prit. En aucun temps, en aucun pays, les bourgeois n'ont permis à aucun gouvernement de s'interposer pour les empêcher de châtier leurs ouvriers révoltés. Excités par Gérard Denys, syndic des tisserands, les bourgeois commencèrent à se tourner contre Artevelde. Tandis que la guerre civile entre bourgeois et ouvriers régnait à Gand, les petites villes qui trouvaient le joug des trois municipalités plus despotique que celui du Comte de Flandre, rappelèrent et ouvrirent leurs portes au comte Louis de Môle.

Artevelde comprit qu'il était impossible de résister aux campagnes et aux petites villes coalisées avec le comte Louis et aux ouvriers des villes en révolte : il songea à implorer le secours de l'Angleterre et à transférer la suzeraineté des Flandres au duc de Galles. Ses ennemis l'accusèrent alors de trahison et de concussion; et, en 1345, il fut assassiné par ces mêmes bourgeois pour qui il avait écrasé les paysans et les ouvriers, opprimé les petites villes et chassé les nobles.

Artevelde mort, l'union des trois grandes villes se rompit. Bruges se soumit la première au comte Louis, à condition que « l'alliance de la Communauté de Flandres » avec l'Angleterre « pour le fait de marchandises » serait respectée.

Les ouvriers foulons de Gand, battus mais non vaincus, encouragés en dessous main par le comte Louis, se soulevèrent de nouveau; soutenus par les bouchers, les poissonniers et tout le reste du menu peuple, ils prirent leur revanche sur la place du marché et indignèrent une sanglante défaite aux tisserands. Ce soulèvement était la révolte du *popolo minuto* contre le *popolo grosso*, c'était un vrai soulèvement ouvrier semblable à celui du menu peuple de Paris contre les bandits des compagnies franches dégouttant encore du sang des Jacques, qu'Etienne Marcel introduisit dans Paris pour contenir les ouvriers. L'aristocratie bourgeoise de Gand, terrorisée par le soulèvement populaire, se soumit au comte Louis en 1348.

Ainsi se termina le premier soulèvement de la ville de Gand. Les bourgeois des Flandres mirent à profit leur facile victoire sur la noblesse pour opprimer les campagnes, les petites villes et les ouvriers; mais ils s'empressèrent de se soumettre au comte Louis dès que le menu peuple voulut secouer leur joug oppressif.

CONFESSION BOURGEOISE

Nous extrayons l'aveu suivant d'une revue américaine la *Century Magazine* de septembre 1885.

« Quel étrange spectacle offre à cette heure l'Amérique! L'argent abonde; — 50 ou 60 millions de dollars sont déposés en ce moment dans les banques de la cité de New-York! Les vivres abondent; les greniers de l'ouest regorgent de blé de l'an passé et, bien que la récolte du blé de cette année ne s'annonce pas très bien, celle du maïs sera la plus belle qu'on ait encore faite: il n'y a donc nulle crainte de disette. Les marchandises abondent; les magasins des fabricants et les boutiques des commerçants en sont encombrés. Le travail abonde, cinq cent mille hommes en chômage demandent du travail. Cependant, au milieu de cette abondance de toutes choses, nous subissons une grande dépression industrielle et commerciale. En ce moment même des ouvriers vendent leur travail au plus bas prix, beaucoup ne trouvent pas à le vendre à n'importe quel prix; les commerçants et les industriels écoulent péniblement leurs marchandises; les chemins de fer annoncent des pertes au lieu de bénéfices; les faillites se multiplient. *La situation est non seulement digne de pitié, elle est absurde.* »

Déjà Ch. Fourier avait signalé les absurdités et les contradictions de la production capitaliste qui fait que l'abondance engendre la misère. « Les fléaux dont l'industrie moderne est affligée, écrivait-il dans sa *Théorie des quatre mouvements*, l'indigence, la privation de travail, les succès de la fourberie, les pirateries maritimes, le monopole commercial, enfin tant d'autres infortunes dont je passe l'énumération, donnent lieu de douter si l'industrie civilisée n'est pas une calamité inventée par Dieu pour châtier le genre humain. »

LE SOCIALISME EN PROVINCE

La lutte engagée par notre *Parti ouvrier* dans six départements a donné les résultats suivants :

Allier

Dereure, cordonnier	2.094
Jean Dormoy, cordonnier	2.498
Paul Lafargue	2.381
Mellier, mineur	2.137
Morel, chapelier	2.112
Souchet, cultivateur	2.024

Gard

Henri Brissac	2.567
Fournière	3.335
Jules Guesde	2.494
Lalauze, cons. mun. d'Alais	2.529
Aimé Puech	3.478
Ed. Vaillant	2.409

Gironde

Nourrit, transp. de juin	590
Borde, publiciste	458
Chapoulie, cordonnier	704
Demons charp., cons. prud.	426
Faure, employé de banque	495
Jourde, employé de commerce	805
Lacaze, conseiller prud'homme	463
Maurin, ébén., cons. prud.	467
Pallard,ouv., cons. prud.	650
Tixier, mécan., cons. prud.	421
De Toyon, agriculteur	410

Marne

César, sabotier, cons. prud.	1810
Galland-Mignon, vigneron	1599
Maupoix, tonnelier	1223
Lachenay, caviste	1223
Pedron, horloger	1681
Rousseau	1333

Nord

Blanc, coup. en chaus.	2.074
Garrette, tisseur	2.200
Caulier, mineur	2.008
Couteaux, tulliste	1.983
Debuchy, menuisier	1.959
Degalle, serrurier	2.001
Delcourt, cordonnier	2.056
Delbeck, menuisier	1.916
Delory, filtier	2.034
Dereure, cordonnier	1.971
Fréjac, employé	1.973
Fruleux, cultivateur	1.950
Lénicourt, verrier	1.956
Lépine, graveur	1.914
Letailleur, cordonnier	1.956
Pédron, horloger	1.947
Wuart, menuisier	1.947
Fouilland, tisseur	1.962
Mercereuil, bijoutier	1.937

Rhône

Ernest Roche, ciseleur	3.802
Bartolino, cons. mun. à Lyon	3.800
Fargeat, tisseur	3.415
Bonnard, ouvrier peintre	3.245
Leblanc, typographe	3.222
Rogelet, comptable	3.220
Maret, instituteur	3.176
Brugnot, imprimeur	3.150
Monon, instituteur	2.937

Nous n'avons encore reçu aucun renseignement sur la campagne partielle menée au MANS (Sarthe) par nos amis Blanck et Leroyer.

Enfin, à MARSEILLE où à la dernière heure une liste socialiste avait été improvisée, Jules Guesde a recueilli 643 voix, Lombard, 569, Cadenat Bernard, 544, Parich, 850, Cadenat Henry, 541, Bessat, 537 et Chrétien, 532.

La Fédération des travailleurs socialistes de France, plus connus sous le nom de possibilistes, se présentait dans trois départements. Voici les suffrages qu'elle a réunis :

Ardennes	
Blondeau, charron	2.809
Dumay, mécanicien	2.478
Roze	2.169
Cosson	2.136
Richelberger	2.062

Maine-et-Loire	
Menard	1.115
Guesné	1.109
Joffrin, anc. cons. mun. de Paris	1.079
Rousse-Chaussé	1.058
Vaidy, comptable	1.055
Mariez	1.048
Chiron	1.045
Dufour	991

Vienne	
Joffrin, anc. cons. mun. de Paris	540
Garnier	471
Paulard, employé	444
Morton	413
Montas, mécanicien	400

Les socialistes indépendants avaient des candidats dans trois départements. Ils ont obtenu :

Somme	
Quesnel	1.334
Avronsart	1.206
Hamet	1.203
Coutant	1.189
Fournière	1.187
Lefèvre	1.111
Maissin	1.105
Lecat	1.060

Cher	
Ed. Vaillant	16.071
Baudin	15.402
Giraud	15.153

Nièvre	
Gambon, dép. sort.	5.570
Félix Pyat	3.191
Desmergés	2.879
Protot	2.859
Tillier	2.800

LETTE D'AMÉRIQUE

New-York, 27 septembre 1885.

Quand vous recevrez cette lettre notre Congrès qui doit se tenir le 5 octobre à Cincinnati, sera un fait accompli dans l'histoire du mouvement ouvrier des Etats-Unis.

Les principales questions à l'ordre du jour sont, comme nous vous l'avons déjà écrit, la révision du programme et de la constitution du parti, l'agitation des masses et leur organisation, la création de nouveaux organes en différentes langues, la littérature du Parti, la statistique du travail, la réduction de la journée de travail à huit heures.

Pour le moment, nous ne nous occupons que du Congrès, car nous espérons que les résolutions qui y seront prises auront une influence salutaire sur le développement du Parti : le *Parti socialiste du travail*. Nous savons déjà que plus de 30 délégués, représentant les Etats les plus différents de l'Union américaine, se rendront à Cincinnati — la reine de l'Ouest — afin de discuter les voies et les moyens que devra employer notre parti pour agir sur la masse ouvrière des Etats-Unis. Nous calculons que les frais du Congrès monteront à environ 6.000 fr.; ils seraient bien autrement considérables si toutes les sections du Parti se faisaient représenter; mais, à cause de la situation malheureuse de la classe ouvrière, à peine si la moitié de nos sections pourront envoyer des délégués au congrès.

Toutes leurs misères n'ont pas empêché nos camarades de venir en aide à leurs frères d'au delà de l'Atlantique luttant contre la bande des exploiters internationaux. Cette année, notre parti a su en outre trouver les fonds nécessaires à la création de notre organe : *Der Socialist*. Si l'on jette un coup d'œil sur nos listes de souscription, on verra que les sommes que nous avons ramassées, ne proviennent pas de la libéralité de quelques riches personnes sympathiques au mouvement, mais ont été fournies par des versements minimes sortis des poches ouvrières. Nous sommes fiers de ce fait.

Nous avons fait notre possible pour venir en aide à nos frères de France, et, s'il ne nous a pas été possible de faire plus que nous n'avons fait, nous pouvons leur dire que ce n'est là qu'un faible témoignage de profond sentiment de solidarité internationale qui nous anime. Messieurs les exploiters de ce côté et de l'autre côté de l'Atlantique pourront proclamer que c'est la fin du monde, mais cela n'empêchera pas la fraternité des peuples de régner sur la terre.

W. L. ROSEMBERG.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Le Mans. — On nous écrit :
Citoyen rédacteur,
Nous nous adressons à vous, les ouvriers n'ayant pas

un journal au Mans pour démasquer ceux qui trahissent la cause ouvrière comme Boultié. Nommé au conseil municipal pour nous défendre, il a défendu, en réunion publique, les députés tonkinois, Cavaignac, Paillard Dicléré et toute la bande, contre les candidats du parti ouvrier; déjà il avait, avec la majorité opportuniste, voté au conseil les fonds pour l'église du pré. Il faut que l'ouvrier manceau s'en souvienne aux élections municipales.

ÉTRANGER

Allemagne. — Le procès des socialistes dont nous avons parlé à nos lecteurs, vient de se terminer à la confusion de M. de Bismarck.

Une dépêche de Chemnitz nous annonce que tous les accusés ont été acquittés et que l'Etat a été condamné aux frais. Il paraît qu'il y a des juges à Chemnitz. Nos amis sont heureux de n'avoir pas eu affaire aux juges républicains de la magistrature française.

LA POLITIQUE EXPÉRIMENTALE

Nous avons déjà « la Science politique » d'Emile Acolas (1877) et « la Science expérimentale » de Claude Bernard (1878). Aujourd'hui, M. Léon Donnat s'approprie les finales de ces deux titres et nous sert, chez Reinwald (Bibliothèque des sciences contemporaines), une bouillabaisse fastidieuse à l'enseigne peu réjouissante de « la Politique expérimentale. »

Emile Acolas, hanté par le souvenir des grands penseurs du dix-huitième siècle, ne va guère au-delà de leur œuvre. Sa science politique trouve son bourgeois dans « le commentaire de la déclaration des droits de l'homme de 1793. »

L'écrivain-juriste prend les élans de son cœur et les indignations de sa conscience pour les bases de la science; après la critique géniale de Ch. Fourier sur l'avortement humanitaire de la Révolution française, « la science politique » d'Acolas est tout au plus sa « conscience politique. »

Sur la dalle tumulaire qui recouvre « la science expérimentale » de Claude Bernard, on entend résonner une phrase prodigieuse que Paul Bert apprit de Saint-Blaise-Gambetta : « La lumière qui vient de s'éteindre ne sera pas remplacée. » L'avocat-spéculateur et le politicien-viscète ont si bien perdu le sens de la dignité intellectuelle, qu'ils insultent inconsciemment tous les travailleurs actuels et futurs de l'intelligence!

« M. Claude Bernard a feuilleté tout l'arsenal physiologique par des expériences aussi solides qu'ingénieuses. » D'accord. Mais il répugne à toute idée systématique. La systématisation est pour lui un véritable « enkystement scientifique ». « La méthode expérimentale n'admet pas d'autorité personnelle; elle repousse d'une manière absolue les systèmes et les doctrines. »

L'expérience serait alors le premier et le dernier mot de la science. Véritable rocher de Sisyphe, toujours soulevé et toujours retombant. L'esprit humain piafferait sur place au milieu des ballons, des cornues, des éprouvettes et autres bric-à-brac du laboratoire chimique? Non. Nous avons autre chose au service de la science. Le prolétariat, ici comme ailleurs, sortira le cerveau humain du bourbier où l'entraîne l'intelligence des meilleurs parmi les bourgeois. Laissons Claude Bernard aux expériences qui constituaient le monde entier de sa science et que, pour cette raison, il a appelée : « la science expérimentale », et passons à M. Léon Donnat.

« La Bibliothèque des sciences contemporaines » abrite les survivants de cette cohorte qui tenait, vers la fin de l'empire, la tête du mouvement intellectuel par « la Libre pensée », « la Pensée nouvelle », « l'Encyclopédie générale. »

A côté de Lelourneau et d'André Lefèvre, combattants de la première heure, nous trouvons maintenant des succédanés : Hovelacque, Yves Guyot, Lanessan et M. Donnat lui-même.

Ramassez sur les deux continents, en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Australie, les différentes coutumes et particularités judiciaires, politiques, administratives, etc.; assainissez le tout d'une teinte d'histoire et de quelques faits scientifiques passés à l'état de lieux communs, et vous aurez « la Politique expérimentale » qui rumine sans trêve et pour toujours les expériences de la politique bourgeoise. Aussi est-ce là un monde fermé, foncièrement réactionnaire, sous son libéralisme apparent et édulcoré.

M. Donnat puise son idéal dans les radotages de la société bourgeoise actuelle et, en tournant dans le même cercle, il prétend transformer et réformer cette société.

Notre idée ne se perd pas, comme celle d'un moine mendiant, dans l'attente des rogatons qui peuvent tomber de la table expérimentale bourgeoise. L'expérience pour nous est faite, archi-faite. Nous en avons assez.

Qu'on déchire sans pitié le manteau impitoyable, chargé de crimes, d'infamies, de douleurs, de désespoirs, qui pèse sur les épaules de l'humanité comme la tunique de Déjanire. L'expérience sociale est complète et suffisante. Pitié ou malheur pour qui veut la prolonger!

Notre pensée communiste jaillit, en effet, comme un sang pur et vivifiant du cœur même des réalités économiques modernes. Elle est d'autant plus limpide que les faits sont plus sombres; elle est d'autant plus pressante que les hommes sont plus épuisés.

Dans les plis de son drapeau de pourpre, notre science fait briller au-dessus du monde terrestre la nécessité universelle et première du travail. Supprimer le surtravail, réduire constamment le temps de travail nécessaire,

voilà le grand but de l'action prolétarienne, voilà la porte large ouverte sur la perspective sans cesse grandissante de la véritable liberté, la liberté dans la solidarité. L'imagination avait entraîné l'homme hors du monde, dans le ciel des religions, et c'est maintenant dans le monde réel de l'homme que l'imagination s'ouvrira sans limites. Le but est là, indéniable et inévitable. Lorsque les prolétaires en auront conscience, ils l'atteindront d'un coup. D'ici là, nous avons le devoir, entre autres choses, de démasquer les plus instruits des bourgeois que leur science même devrait conduire à nous, mais qui trahissent et la science et le prolétariat en reculant effarés devant les saines et fortes conclusions qui les appellent.

Pour M. Donnat, le mouvement socialiste se résout d'abord en une expérience de canalisation et de colonisation. « La méthode expérimentale permettra de canaliser les agitations socialistes. »

Suez et Panama, double brèche qui marie tous les mondes, sont des œuvres mortelles à la bourgeoisie puisqu'elles facilitent le développement du marché universel; mais le canal-Donnat prétend sauver cette même bourgeoisie du fantôme des revendications prolétariennes.

L'auteur n'ignore pas que « certains collectivistes réclament la socialisation de tous les moyens de production en exceptant à peine les outils les plus rudimentaires » (p. 388.) Alors intervient ridiculement Donnat avec cette critique étonnante : « C'est un retour à la barbarie. »

La barbarie avait donc les usines, les mines, les métallurgies, les vastes chantiers, les chemins de fer, les ports, les navires, les banques à privilège et tous les moyens de production à puissance colossale du dix-neuvième siècle. James Watt, John Wyatt, qu'il ne faut pas confondre avec le barbier-voleur Arkwright, Robert Fulton, George Stephenson et la foule des grands inventeurs ont donc vécu jadis?

Nous savions tous que ces savants, que ces mécaniciens sagaces appartenaient aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, les siècles de la révolution industrielle qui prépare tous les éléments économiques de l'émancipation ouvrière. Permis à M. Donnat, pondu par l'Ecole des Mines, de brouiller ainsi l'histoire. Mais, malgré la cote élevée de son origine intellectuelle, il nous permettra de ne pas nous appesantir plus longtemps sur cette argumentation.

M. Donnat daigne nous accorder une deuxième réponse qu'il qualifie lui-même modestement de « très ample et très simple. » Voici :

« Choisissez un district à évangéliser; allez-y exposer vos doctrines; allez-y soumettre vos projets à des discussions contradictoires. Si vous arrivez à convaincre un assez grand nombre de citoyens, à justifier de leurs adhésions et des ressources qu'ils vous apportent, demandez, par les voies que nous avons indiquées, qu'il vous soit concédé dans une de nos colonies un lot de terres sur lequel vous pourrez poursuivre votre expérience en toute liberté. »

Pour résoudre le problème de la civilisation moderne, on nous propose le fameux... retour à la barbarie!

Pour sortir victorieux du problème, on déclare sentencieusement qu'il convient d'abandonner toutes les conditions du problème. Mais, M. Donnat, nous sommes en Europe; cet arsenal gigantesque de machinisme, d'immeubles et de propriétés, c'est notre travail qui l'a enfanté en fécondant le travail de nos ancêtres. C'est là notre question sociale, la question humaine, la question vitale du prolétariat. Rentrez votre ponton humanitaire et, avant de prétendre aborder des questions que vous ignorez, relisez trois fois, comme discipline, l'œuvre que Duhamel a écrite sur « les méthodes dans les sciences de raisonnement ».

En voici trop.

Nous devons cependant une découverte à M. Donnat : sous le fatras insipide et outrecuidant des écrits de M. Yves Guyot il trouve un « éminent économiste. » Arrivée à ces éminences, « la politique expérimentale » est prise de vertige et tombe à la renverse. Nous la laissons par terre.

E. F.

Variétés

Manifeste du parti communiste

II. — PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES (Suite)

Pour le bourgeois sa femme n'est qu'un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production seront mis en commun et il conclut naturellement qu'il y aura communauté des femmes.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément de donner à la femme un autre rôle que celui de simple instrument de production.

D'ailleurs, rien de plus comique que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes chez les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes. Elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocrite et dissimulée, une autre qui serait franche et officielle. Il est

évident, du reste, qu'avec l'abolition des rapports de production actuels, la communauté des femmes qui en dérive, c'est-à-dire la prostitution officielle, disparaîtra.

On accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat doit, en premier lieu, conquérir la suprématie politique, se constituer en classe nationale. Devenir nation, il est par là national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois.

Les démarcations et les antagonismes nationaux des peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce et le marché mondial, avec l'uniformité de la production industrielle et des relations sociales correspondantes. L'avènement du prolétariat les fera disparaître plus vite encore. L'entente entre les différents prolétariats, du moins dans les pays civilisés, est une des premières conditions de leur émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

« Lorsque l'antagonisme des classes, à l'intérieur des nations, aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra.

Quant aux accusations portées contre les communistes, au nom de la religion, de la philosophie et de l'idéologie, elles ne méritent pas un examen approfondi.

Est-il besoin d'une grande intelligence pour comprendre que les conceptions, les notions et les vues, en un mot que la conscience des hommes se modifie, elle aussi, avec leurs relations sociales, avec leur existence sociale ?

Que nous prouve l'histoire de la pensée, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées régnantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe régnante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement le fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que les idées se dissolvent avec la dissolution des anciennes relations sociales.

Quand l'ancien monde était à son déclin, les vieilles religions furent vaincues par la religion chrétienne ; quand, au dix-huitième siècle, les idées chrétiennes cédèrent aux idées philosophiques, la société féodale livrait son dernier combat à la bourgeoisie alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience et de religion proclament seulement le règne de la libre concurrence dans le domaine de l'intelligence.

Oui, dira-t-on, il est entendu que les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques et juridiques se modifient dans le cours du développement historique. La religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit se sont maintenus à travers ces perpétuelles transformations.

Mais il y a dès lors des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à toutes les conditions sociales. Or, le communisme abolit les vérités éternelles et, en cela, il est en contradiction avec tout le développement historique antérieur.

A quoi se réduit cette objection ? L'histoire de toutes les sociétés passées se meut au milieu des antagonismes des classes, qui ont revêtu des formes différentes aux différentes époques.

Mais quelle que soit la forme prise par l'antagonisme l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d'étonnant à ce que la conscience de tous les âges, en dépit de toute divergence et de toute diversité, se soit toujours mue dans de certaines formes communes, dans des formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec les rapports de propriété traditionnelle, rien d'étonnant donc à ce que, dans le cours de son développement, elle rompe de la façon la plus radicale avec les vieilles idées traditionnelles.

Mais ne nous occupons plus des objections bourgeoises contre le communisme.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe régnante, la domination de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher graduellement tout capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe régnante, et pour

augmenter le plus vite possible les forces productrices.

Et ceci, naturellement, ne pourra être accompli au début que par une action despotique à l'égard des droits de propriété et des rapports de production bourgeois, c'est-à-dire par la prise de mesures qui, au point de vue économique, paraîtront insuffisantes et insoutenables, mais qui sont indispensables comme moyens de révolutionner le mode de production tout entier.

Ces mesures varieront sans doute d'après les différents pays.

Pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être applicables :

1. Expropriation de la propriété foncière et confiscation de la rente foncière au profit de l'Etat.
2. Impôt fortement progressif.
3. Abolition des lois sur l'héritage.
4. Confiscation de la propriété de tous les émigrants et de tous les rebelles.
5. Centralisation du crédit dans les mains de l'Etat, par le moyen d'une banque nationale avec le monopole exclusif.
6. Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport.
7. Augmentation des manufactures nationales et des instruments de production, développement de la culture du sol et exploitation perfectionnée des terres cultivées d'après un système général.
8. Travail obligatoire pour tous, organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.
9. Combinaison du travail agricole et industriel, tentatives pour l'abolition graduelle de l'opposition entre la ville et la campagne.
10. Education publique et gratuite de tous les enfants, abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc., etc.

Les antagonismes des classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production une fois concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est l'organisation du pouvoir d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe régnante et, comme classe régnante, détruit violemment les anciens rapports de production, il détruit, en même temps que ces rapports de production, les conditions d'existence de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous.

(A suivre).

CORRESPONDANCE

Casseron (mécanicien.) — Merci pour vos très justes observations ; j'en tiendrai compte. — Envoyez-moi votre adresse — P. L.

L'UNION SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Organe du comité électoral central du département de la Seine

Paraissant le mercredi et le samedi de chaque semaine. En vente chez tous les libraires et marchands de journaux.

Le numéro 5 centimes

LA BUTTE AUX CAILLES

Organe révolutionnaire, paraissant tous les dimanches, et publié par le Comité révolutionnaire du XIII^e arrondissement.

PRIX : 10 CENTIMES

LIBRAIRIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

ACHILLE LE ROY

145, bis, rue Saint-Jacques, PARIS
Envoi franco de toutes les brochures socialistes, ainsi que du catalogue.

BIBLIOTHEQUE SOCIALISTE

SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde.	» 30
LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANGE. (Réponse à M. P. Leroy-Beaulieu), par Jules Guesde.	» 20
LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde.	» 30
LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, son histoire, ses considérations, ses articles, par Jules Guesde et Paul Lafargue.	1 »
LE DROIT A LA PARESSE, par Paul Lafargue.	» 35
COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE, Le matérialisme économique de Karl Marx, trois brochures : 1 ^o l'idéalisme et le Matérialisme dans l'histoire; 2 ^o le Milieu naturel : théorie darwinienne; 3 ^o le Milieu artificiel : théorie de la lutte des classes, par Paul Lafargue.	» 30
COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE. L'Évolution du capital, cinq brochures : 1 ^o Genèse du capital; 2 ^o Formation du prolétariat; 3 ^o Coopération et manufacture; 4 ^o Machinisme et grande industrie; 5 ^o Fin du capital, par Gabriel Deville.	» 60
L'ANARCHISME, par Gabriel Deville.	» 10
LE CAPITAL DE KARL MARX, résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique, par Gabriel Deville.	3 »
RAPPORTS ET RÉOLUTIONS DES CONGRÈS OUVRIERS DE 1876 A 1883, par J. Dormoy.	» 40
6 ^e CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roanne (1882).	» 40
7 ^e CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roubaix (1884).	» 10

Envoi franco contre mandat-poste.
Adresser les demandes au citoyen Hennet, 17, rue du Croissant, Paris.

REVUE FINANCIÈRE

Quand le chiffre des intérêts à payer sur les rentes émises eut dépassé 745 millions, les politiciens financiers qui dirigent la société capitaliste eurent peur. Ils se dirent que si ce chiffre augmentait, le peuple poussé à bout par l'écrasement des impôts, pourrait bien, dans un moment de révolte, supprimer tout simplement les inscriptions de la dette de 20 milliards contractée en son nom sans son assentiment par tous les despotismes déchu.

Aussi, dès 1878, firent-ils tous leurs efforts pour avoir l'air de diminuer ce chiffre de 745 millions. Mais comme l'état social actuel est basé sur l'emprunt continu, M. Léon Say conçut l'idée d'emprunter sous une forme qui ne parut pas augmenter la dette consolidée. Le 3 0/0 amortissable, c'est-à-dire remboursable en 75 ans, fut créé; de cette façon le rentier a en plus la chance de rentrer dans son capital avant la Révolution sociale. M. Léon Say estime sans doute qu'elle n'aura pas lieu avant 75 ans et pendant ce temps le peuple aura eu double charge : le payement des intérêts et le remboursement de la dette. C'est un perfectionnement de l'exploitation du travail par le capital, et c'est sous la République qu'il a lieu! Pendant qu'on réduisait de 5 millions l'intérêt de la dette perpétuelle, on émettait de 1878 à 1884 plus de 105 millions de la rente nouvelle remboursable, dont près de la moitié servit à masquer le détournement des fonds de la Caisse d'épargne.

Les charges annuelles se trouvent donc augmentées de 100 millions, sans compter le remboursement qui, pour 1885, se monte à 44 millions, soit une augmentation réelle de 144 millions.

Et le chiffre des remboursements sera plus fort d'année en année!

Nos gouvernants se rendirent compte alors que l'expédient Léon Say n'était qu'une seconde édition du Grand Livre avec plus d'inconvénients.

Ils cherchèrent autre chose, d'autant plus que les folies tunisiennes, tonkinoises, malgaches et autres engouffraient des centaines de millions. Il fallait se procurer de l'argent sans emprunt public, pour ne pas s'attirer la colère populaire.

On trouva 35 millions en réduisant de 1/2 pour cent l'intérêt de la dette 5 0/0 contractée à la suite de la guerre de 1870; c'était une goutte d'eau dans la mer! On eut recours aux expédients comme un vulgaire commerçant en déconfiture, on emprunta en cachette sur la signature de l'Etat près de 700 millions pour lesquels on créa des obligations du Trésor remboursables en 30 ans et des bons du Trésor remboursables en 5 ans. On paye un intérêt plus fort qu'on n'aurait payé pour un emprunt public, mais on a cru éviter la lumière sur les agissements honteux de nos gouvernants. Les élections viennent de prouver que le peuple commence à être mécontent. Quand il aura vu clair dans la situation, il balayera tous ces engagements clandestins et irréguliers.

PENAUD.

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE

A. LECOURTOIS

Libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au Socialisme, à l'Histoire, aux Sciences naturelles et à la Littérature en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 c. broché, 2 fr. 25 c. richement relié; (14^e édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi f^o contre 1 fr. 25.